

14ème législature

Question N° : 72321	De M. Rudy Salles (Union des démocrates et indépendants - Alpes-Maritimes)	Question écrite
Ministère interrogé > Culture et communication		Ministère attributaire > Culture et communication
Rubrique > audiovisuel et communication	Tête d'analyse > radio	Analyse > radiodiffusion numérique. perspectives.
Question publiée au JO le : 13/01/2015 Réponse publiée au JO le : 11/08/2015 page : 6137		

Texte de la question

M. Rudy Salles attire l'attention de Mme la ministre de la culture et de la communication sur la poursuite du déploiement de la radio numérique terrestre (RNT), lancée le 20 juin 2014 à Paris, Marseille et Nice. De nombreux pays européens se sont désormais engagés sur la RNT et couvrent une partie importante de leur territoire avec, notamment en Suisse et en Norvège, une date d'extinction de la bande FM est d'ores et déjà programmée. En France, les fréquences sont disponibles, la loi prête à être appliquée et des centaines d'éditeurs volontaires, notamment les radios libres, acteurs indispensables du débat démocratique local. La RNT présente de nombreux avantages pour les auditeurs avec notamment l'absence de brouillage et l'accès gratuit à une offre diversifiée. Toutefois, les grands groupes radiophoniques nationaux (dont Radio France), ont renoncé à diffuser sur la RNT en France. Aujourd'hui, les radios qui se sont lancées sont inquiètes car aucune communication n'est faite auprès du grand public pour promouvoir la RNT et aucun financement spécifique n'est prévu pour accompagner ce changement tel qu'il en a été pour la TNT. Elles attendent également que le CSA indique précisément dans son rapport en cours de finalisation un calendrier définitif de déploiement. Il souhaiterait donc connaître les intentions du Gouvernement en la matière.

Texte de la réponse

Le Gouvernement reste attaché à ce que le média radio continue de proposer gratuitement au plus grand nombre des concitoyens une offre de services la plus riche et la plus diversifiée possible sur l'ensemble des réseaux. La radio numérique terrestre (RNT) a été lancée à Paris, Marseille et Nice en juin 2014. En octobre 2014, 99 services de radio étaient diffusés en RNT sur ces trois zones (sur 128 autorisés). Le 21 janvier dernier, le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a remis au Gouvernement et au Parlement un rapport dans lequel il annonce son intention de poursuivre le déploiement de la RNT sur de nouvelles zones géographiques, conformément au cadre fixé par le législateur. Le CSA considère les différentes voies de diffusion de la radio (FM, RNT, Internet) comme complémentaires pour développer l'audience du média et favoriser le pluralisme des courants d'expression socio-culturels. Afin d'éclairer sa réflexion sur les bénéfices de la RNT, le ministère de la culture et de la communication a piloté, en 2013, une étude sur les usages de réception de la radio des Français situés en zones rurales recevant moins d'une dizaine de services en bande FM. Cette étude a permis de faire apparaître dans ces zones un usage développé chez les plus jeunes (13-34 ans) de l'écoute de la radio sur les nouveaux supports (téléviseur, ordinateur, poste wifi, baladeur multimédia ou téléphone mobile), ce qui révèle que les attentes d'enrichissement de l'offre sont déjà partiellement comblées par les réseaux haut-débits. La question de la diffusion des radios publiques en RNT sera abordée dans le cadre de la discussion des contrats d'objectifs et de moyens, dans un contexte budgétaire contraint. Par ailleurs, les nouvelles radios associatives autorisées exclusivement en mode numérique par le CSA



sont déjà soutenues par le Fonds de soutien à l'expression radiophonique locale (FSER), dans la mesure où l'article 80 de la loi du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, qui fonde le dispositif de soutien aux radios associatives, est indifférent au mode de diffusion analogique ou numérique pour l'attribution des aides. À ce stade, il n'est pas prévu que les crédits du FSER soient utilisés pour accompagner la double diffusion analogique et numérique. Cela impliquerait de modifier le dispositif réglementaire et nécessiterait une hausse des crédits du FSER peu compatible avec la trajectoire du triennal.